

"Les élites politiques et leurs relations locales"

programme franco-bénois de coopération pour la recherche universitaire et scientifique (CORUS), 2003 - 2005

EPIL (bulletin de liaison de l'équipe), n° 18 juillet 2004

<http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/enseignement.html>

contact : Jean-Claude Barbier, CEAN, Bordeaux (jc.barbier@sciencespobordeaux.fr)

Le Bénin côté cour

par Théophile E. Vittin
consultant

Ce texte est extrait d'un article récemment paru :

VITTIN Théophile E. 2004 - "Le caméléon et le technocrate : paradoxes et ambiguïté des élections présidentielles de mars 2001 au Bénin" dans *Côté jardin, côté cour ; anthropologie de la maison africaine* sous la direction de Laurent Monnier et Yvon Droz, Genève : *Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement* (IUED), Paris : PUF ("Enjeux"), pp. 41-70, actes du colloque Afrique organisé à Genève par l'IUED-SSEA, du 6 au 8 février 2003 sur le thème "Comment penser la sociabilité en Afrique aujourd'hui ? Regards pluriels sur l'économie actuelle de la maison africaine".

La notice bibliographique qui accompagnait cet article a été intégrée à la bibliographie de l'équipe (voir EPIL n° 3)

La victoire de Mathieu Kérékou aux élections présidentielles de 2001, à l'instar de la précédente élection en 1996, a surpris plus d'un. Quel regard peut-on alors jeter sur le déroulement et l'issue des dernières présidentielles au Bénin ? [...]

De fait, le contraste est frappant entre :

- d'une part la vitrine démocratique du "modèle" (côté jardin), où, à l'appui des principes, institutions et mécanismes inspirés des démocraties occidentales, "on joue le jeu de la démocratie". Le *design* démocratique permettant largement de s'ajuster aux nouvelles données du "temps mondial"¹ (conditionnalité économique et démocratique, bonne gouvernance, démonstration de la bonne foi libérale, promotion des organisations de la société civile, etc.).

- et d'autre part, un "côté cour" avec une cuisine interne, où se superposent, aux dispositifs formels, divers réseaux, des alliances avec l'extérieur, des ajustements au sein de l'élite, des imaginaires et des référents spécifiques, une énonciation particulière du politique avec un langage codé, binaire et implicite dont les méandres, les subtilités et la plasticité éclairent nombre d'ambiguïtés et de paradoxes.

De même, le recours à l'invisible, la permanence et la valorisation de la ruse et de la duplicité vont de pair avec des machines électorales huilées, des règles du jeu qui changent en permanence. Les usages du vote deviennent particuliers et les impostures des entrepreneurs politiques dans leurs tactiques et stratégies renseignent sur les contraintes et la complexité du jeu politique. La logique et la culture du jeu politique, la capacité des acteurs à réinventer les règles du jeu sont telles que les grilles d'analyse courantes n'arrivent pas à décrypter le système politique, sa configuration actuelle et ses orientations ou encore sa dynamique paradoxale.

¹ Pour reprendre le terme de Zaki Laidi (dir), *Le temps mondial*, Bruxelles : Editions Complexe, 1997, pp. 11-52.

En dehors des facteurs explicatifs de l'avènement de "Kérékou III", l'on peut s'interroger *in fine* sur la façon de faire la politique au Bénin ? Quelles sont les critères d'un bon homme politique eu égard au contexte béninois ? Comment s'opère la ré-appropriation des principes et valeurs de l'Occident ? Les éléments de réponse à ces questions permettent de dégager un cadre cohérent d'explication et de donner tout leur sens aux résultats des dernières présidentielles, étant entendu que les élections sont un moment paroxysmique du jeu politique. L'on pourra alors dégager les figures du politique. Mais avant, il convient d'effectuer un retour sur le modèle béninois.

le modèle béninois

Le Bénin tient lieu de modèle de démocratisation en Afrique depuis le début des années 1990. Ce pays a inventé et exporté sa formule de "Conférence nationale" sur le continent africain. L'ancien "quartier latin de l'Afrique" - qui, après avoir opté pour le marxisme léninisme en 1975 a redécouvert les vertus du libéralisme en 1990² - a de quoi susciter les louanges des médias et les *satisfecit* des observateurs. De fait, avec des élections présidentielles, législatives et municipales périodiques depuis 13 ans et deux alternances en 1991 et 1996, le "Renouveau démocratique béninois" s'est renforcé. Cela s'est traduit par un pluralisme politique et médiatique, la liberté d'expression et le respect des droits de l'Homme, l'éveil de la société civile, avec avènement d'un espace public où l'on débat des questions de la cité, un fonctionnement relativement satisfaisant des institutions de contre-pouvoir (Cour constitutionnelle qui n'hésite pas à désavouer le chef de l'Etat, Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication qui s'affirme face à divers gouvernements, velléités d'autonomie des Commissions électorales indépendantes mises sur pied lors des scrutins, etc.). Cette vitalité du jeu démocratique a induit une exemplarité du "modèle"³, avec son corollaire d'autosatisfaction des Béninois, exemplarité renforcée par les restaurations autoritaires déguisées, coups d'Etat et autres guerres civiles survenus dans d'autres pays du continent. On a dès lors pu parler de "laboratoire de la démocratie", de "démocratie apaisée".

Tandis que politologues et "transitologues" dissertent sur les dynamiques du dedans et du dehors du Renouveau démocratique béninois, à grand renfort de concepts et de théories, les médias, par le truchement d'un journalisme interprétatif basé sur des stéréotypes, des préoccupations et des sensibilités de journalistes et d'experts pressés, ne s'embarrassant pas de nuances analytiques, ont souvent imposé une perception du modèle béninois, structurant en partie la réflexion politique⁴. Cependant, la réalité du Renouveau ne coïncide pas avec les constructions médiatiques de la démocratie béninoise : c'est que derrière la vitrine, et loin des mécanismes institutionnels, se déploie côté "cour" un système distinct de ce que le Renouveau donne à voir au spectateur candide. Entre l'empirisme naïf des journalistes et observateurs et la sur-théorisation de nombre de politistes, une bonne part de la réalité de la vie politique béninoise échappe à l'analyse, en partie en raison de ce que Jean Marc Ela a appelé "la crise du regard"⁵. Pour donner plus de lisibilité au processus de

² Nous ne revenons pas ici sur la trajectoire politique du Bénin caractérisée par une instabilité chronique de 1960 à 1972, un régime militaro-marxiste habilement géré par le Général M. Kérékou jusqu'en 1989, avant la montée des périls ayant conduit à un nouveau cours politique, "le Renouveau démocratique" à partir de 1990. Se reporter à notre article : "Bénin : du "système Kérékou" au Renouveau démocratique" in MEDARD (Jean-François), *Etats d'Afrique noire - formations, mécanismes et crises*, Paris : Karthala, 1991, pp. 93-116 ; ainsi qu'à GODIN (Francine), *Bénin 1972-1982 la logique de l'Etat africain*, Paris : l'Harmattan, 1986, 321p ; GLELE (Maurice A.), *Naissance d'un Etat noir : l'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey de la colonisation à nos jours*, Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969.

³ Voir NOUDJENOUME (Philipp.e), *La démocratie au Bénin - bilan et perspectives*, Paris : L'Harmattan, 1999, 395 p. ainsi que le n° 59 de la Revue *Politique Africaine* (octobre 1995) consacré au Bénin.

⁴ Sur ce rôle socio-politique des médias, voir par exemple VITTIN (Théophile E.), "L'impact des radios internationales en Afrique noire" in MATTELART (Tristan), *La mondialisation des médias contre la censure ; Tiers-Monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles : de Boeck Université, 2002, pp. 81-102.

⁵ ELA (Jean-Marc), *Restituer l'histoire aux sociétés africaines, promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, Paris : l'Harmattan, 1994, p. 17.

démocratisation au Bénin, il faut non seulement décrypter ce qui se passe côté “ cour ”, mais aussi mettre en exergue le revers de la médaille.

En réalité, le précurseur “modèle” donnait, depuis le milieu des années 1990, des signes d’essoufflement. Certains étaient liés à des déterminations de départ telles l’immunité accordée en 1991 à M. Kérékou et son corollaire, l’impunité des exactions commises de 1972 à 1989, ainsi que le non renouvellement des élites. D’autres résultaient des défis de la gestion de la crise économique et financière et son cortège d’effets de ciseaux des Programmes d’ajustements structurels (PAS) successifs et de blocages et couacs divers.

Malgré les différentes réformes impulsées, la restauration de l’Etat de droit et du principe d’*accountability* (nécessité pour les gouvernants de rendre des comptes), corollaire du nouveau système de compétition politique, l’enrayement de la machine politique appelait la réactivation d’autres modes de régulation déjà éprouvés par le passé et permettant de mettre de l’huile dans les rouages : c’est là qu’intervient le côté “ cour ”, ou pour parler comme E. Terray, la véranda des discussions et tractations nocturnes ou informelles, en complément du climatiseur symbolisant le système institutionnel officiel⁶.

le côté cour des élections

Paradoxalement, c’est le côté cour, invisible pour l’observateur, qui constitue le site prédominant du jeu politique et qui aidera, plus que les institutions calquées sur le modèle occidental à réguler le système politique et éviter la paralysie politique. Ces mécanismes informels sont initiés et gérés par le détenteur suprême du pouvoir, le chef de l’Etat, selon son habileté, sa connaissance du terrain, des hommes et de la culture ambiante, ses sensibilités et aussi l’importance qu’il accorde respectivement au côté “ cour ” et au côté “ jardin ”. De ce point de vue, la comparaison des styles de gouvernement des deux présidents qui se sont affrontés et succédés à la tête du Bénin depuis 1991 est édifiante sur les logiques du politique. Les élections⁷ – dont les résultats sanctionnent les stratégies de ces deux entrepreneurs politiques – révèlent de par les thèmes et modalités de campagne, les usages sociaux et le sens du vote, les règles cachées et non dites du jeu politique (au-delà de ce qui est inscrit dans la Constitution ou les lois électorales et que les juristes s’épuisent à décrypter et à comparer aux modèles occidentaux), les imaginaires politiques ou encore la réception - appropriation du concept de la démocratie. [...]

Lors des élections, tout le monde joue le jeu, mais personne n’est dupe. Pour le *vulgum pecum*, la politique est la terre d’élection de la langue de bois, du simulacre, de l’imposture et des magouilles et les politiciens, des “*nubaduto*” (des gens qui cherchent seulement à bouffer) avec une propension au *wiwan* (gourmandise, voracité, goinfrerie). Dès lors, les politiciens sont bonnet blanc/blanc bonnet et ne sauraient se manger entre eux. Pour d’autres, plus péremptores, il s’agit simplement d’*adjoto* (voleurs). La politique est en effet généralement perçue avant tout comme un moyen d’enrichissement, d’assouvissement de la soif de pouvoir et d’ascension sociale.

⁶ TERRAY (Emmanuel), “Le climatiseur et la véranda” in *Afrique plurielle, Afrique actuelle. Hommage à Georges Balandier*, Paris : Karthala, 1986, pp. 37-44.

⁷ Sur les différentes élections, voir l’ouvrage riche en anecdotes de ADJOVI (Emmanuel V.), *Une élection libre en Afrique : la présidentielle au Bénin (1996)*, Paris : Karthala, 1998, 181 p. ; ainsi que BANEGAS (Richard), “Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin”, *Politique Africaine*, n°69, mars 1998, pp. 75-88 ; ADAMON (Afize D.), *Les élections législatives de 1995*, Cotonou : Editions du Flamboyant, 1996 ; DEGBOE (Kouassi A.), “Elections et réalités sociologiques du Bénin”, Cotonou : Intermonde Editions, 1995, 79 p. ; GBEGNONVI (Roger), “Les législatives de mars 1995”, in *Politique Africaine*, n°59, octobre 1995, pp. 59-69. Dans le cadre de ce texte, nous nous limiterons pour nos illustrations aux présidentielles de mars 2001, qui serviront de point d’appui à notre démonstration.

Les électeurs désabusés ont depuis longtemps intériorisé l'idée que les fraudes sont constitutives du marché électoral ; dès lors, les revendications de clarification des listes électorales et d'annulation du scrutin d'un N. Soglo lors des dernières élections présidentielles deviennent superflues : les règles du jeu veulent implicitement qu'on use de la ruse et d'intrigues. Tout le reste n'est que simulacre, à charge pour chacun des candidats de se montrer le plus rusé et de bâtir son dispositif⁸ en conséquence, d'anticiper les alliances et de prévoir des scénarios de riposte rapide aux initiatives adverses. Dans un contexte où la politique est assimilée au "*ahizi*" (on pourrait traduire ce terme fon par "magouille sophistiquée dont on ne peut démêler l'écheveau")⁹ et fonctionne comme telle, il devient illusoire de recourir au formalisme juridique. Au surplus est-on perçu comme "quelqu'un qui n'a pas pris ses dispositions" selon la formule consacrée. Il est d'ailleurs significatif que N. Soglo ait été taxé de "mauvais perdant" et que la presse ait stigmatisé sa "capitulation", "son chantage odieux" et l'ait accusé de vouloir par son attitude, "bloquer le processus électoral et paralyser l'Etat". L'autosatisfaction des Béninois et la volonté forte chez l'intelligentsia béninoise de faire perdurer le modèle coûte que coûte ou de ne pas ouvrir la voie à la violence ne sont pas étrangères à de telles prises de position. La pérennité du modèle étant par ailleurs une ressource diplomatique facilitant le captage de rentes sous forme de "primes à la démocratie" auprès des bailleurs et donateurs

En vérité, N. Soglo avait en un sens échoué à convaincre les autres candidats (notamment B. Amoussou), la CENA et la Cour constitutionnelle à le suivre dans la contestation des résultats. Ayant avec quelque retard pris conscience de la logique implacable du dispositif électoral de M. Kérékou, il était prêt à jouer son va-tout, voire recourir à la violence et générer un vide constitutionnel à partir du 6 avril 2001, d'autant plus que la différence de plus de 500 000 voix au premier tour était éloquente malgré les fraudes et que son mot d'ordre de boycott n'a été que timidement suivi. Plus que les arguments officiellement avancés, les jeux d'alliance s'avèrent déterminants¹⁰ et rendent le processus électoral fluide avec des résultats aléatoires suivant les tractations, les stratégies et les dispositifs, les financements disponibles, les retournements d'alliance et les calculs du microcosme politique. On en arrive au fait, en un sens paradoxal, que l'issue de l'élection est toujours aléatoire puisque les véritables règles du jeu changent sans cesse. On joue le "*ahizi*" dans le cadre des principes constitutionnels et démocratiques universels. Le vent tourne sans cesse, tant et si bien qu'au second tour, des candidats opposés à M. Kérékou découvrent subitement qu'il est "l'homme que le peuple a choisi"² et que des notables de partis d'opposition appellent ouvertement à voter pour lui. Le repositionnement de l'élite n'a alors plus de limites, pas plus que la versatilité de l'électorat.

Ce qui est perçu comme un *imbroglio* électoral par l'observateur non averti n'en est pas tout à fait un. Les "autres façons de faire la politique" l'emportent même si les candidats ont des sites

⁸ Le dispositif de M. Kérékou, préparé de longue date, a vu l'injection de fonds colossaux (dont des fonds étrangers et des financements spontanés d'hommes d'affaires et de politiciens locaux pour qui le Général représente une assurance-vie) avec des meetings géants, des caravanes, le quadrillage du pays par des cortèges de 4 x 4, les comités de soutien réclamant à cor et à cri sa candidature avant même le démarrage officiel de la campagne, etc.

⁹ On comprend alors que dans le scandale de la SONACOP, un richissime homme d'affaires Séfou Fagbohoun, chef de parti et ami du président Kérékou ait poussé le bouchon jusqu'à racheter cette société d'Etat avec les fonds de ... cette même société en 2000 !

¹⁰ Ces jeux d'alliance peuvent se faire parfois à quitte ou double. Ainsi, lors des présidentielles de 1996, le rôle de faiseur de roi d'Adrien Houngbédji fut déterminant dans l'élection de M. Kérékou au second tour. Alors qu'il avait promis son soutien à N. Soglo et conclu un accord dans ce sens avec les émissaires de ce dernier, il invitait sur les antennes de Radio France Internationale (RFI), quelques minutes après cet accord, ses électeurs à voter pour M. Kérékou. Voir dans ce sens ADJOVI (E.) : *Une élection libre...* op. cit.

² En vérité, nombre de candidatures sont suscitées et financées en sous main par M. Kérékou. Ces "candidats sous-marins" qui sont d'ailleurs les plus acerbes à l'endroit du Caméléon jusqu'au premier tour aident à divertir l'électorat, une déperdition des voix au désavantage des autres poids lourds, et surtout suscitent un report de voix massif sur le Caméléon au second tour avec un effet de synergie.

internet, déclament leurs programmes (ou ce qui en tient lieu) en plusieurs points pour faire diversion. Lors des élections, tout comme dans la vie politique quotidienne, on retrouve toujours “ le climatiseur et la véranda ”. A la lumière de ces deux versants (côté jardin et côté cour), quels vrais déterminants de la politique peut-on dégager ?

quand le vocabulaire politique local rend compte des stratégies

Les performances politiciennes constituent les vrais déterminants ; à charge pour l’entrepreneur politique d’ajuster son discours et ses comportements aux imaginaires de la population, de se professionnaliser sur cette base en intériorisant les critères d’un bon homme politique. Citons entre autres : l’humilité et le respect des gens, le *djidjodagbé* (bon comportement du “good guy”, réglo, ce qui sous-entend une conformité aux règles implicites de l’imaginaire) ; le *gnon homé* (générosité, amour du prochain, partage, avoir un bon fond) ; la théâtralisation qui suppose de jouer la comédie, de faire semblant tout en ne dévoilant pas l’essentiel du côté “ cour ”.

Dans cette quête de l’humilité (qui est une réponse adéquate aux “béninoiseries” que nous expliciterons plus loin), le politicien investisseur peut aller jusqu’à jouer à l’idiot (*nec plus ultra* de la ruse) afin que ses adversaires le minimisent et que ce dernier puisse les tromper. Un vieil adage dit d’ailleurs que “qui veut atteindre ses objectifs et vivre longtemps, ne doit pas trop se montrer, ni faire le m’as-tu-vu, mais plutôt vivre caché”. Ce fut la stratégie de M. Kérékou lors des dernières présidentielles : tout en ayant bétonné à l’avance son dispositif, le Caméléon a fait l’andouille afin que N. Soglo croit à une élection gagnée d’avance en négligeant sa propre campagne et en arguant de son bilan - au fond non déterminant et qui tient une place de choix sur son site internet www.soglo.com - et du peu de résultats de l’administration Kérékou II. L’on a encore une fois l’illustration que la politique se fait non pas sur les résultats concrets de l’action du gouvernement, mais plutôt à l’aune des capacités re-distributives et du degré d’intériorisation des principes informels du jeu politique.

La préservation du côté “ cour ” conduit inconsciemment à une sorte *d’omerta* qui a partie liée avec un autre répertoire, celui du secret qui dans le culte *vodun* à un rôle central en tant qu’instrument de pouvoir, d’obéissance et de loyauté. Selon ce schéma, les initiés (ceux qui ont “*mon aho*”) ont un langage codé et doivent taire le secret par rapport aux non-initiés, les “*ahé*”. Ils ne doivent pas parler de certaines choses sous peine de marginalisation sociale (en devenant des parias), d’ensorcellement, d’empoisonnement ou de mort. Par le truchement de tels schèmes, le côté “ jardin ” est préservé parfois à travers des formes accusées d’hypocrisie, de mise en scène et d’illusionnisme collectif, toutes choses que l’on peut désigner par le vocable fon “*yéménun*” (hypocrisie, dissimulation). Bien entendu, un tel dispositif n’aide pas le profane à percer la grammaire du politique. Bien plus, il conforte le microcosme politique à manipuler son interlocuteur (surtout étranger), jouant sur le répertoire moderne et universaliste qu’il maîtrise bien de par sa formation occidentale, tout en dissimulant l’essentiel. Il ne faut jamais en dire trop et le discours doit être modelé en fonction de l’interlocuteur en cultivant au besoin les quiproquos et malentendus. Une bonne partie de la politique devient du ressort du *aho* (chose d’initiés). Ainsi, le ministre qui disserte brillamment dans les enceintes internationales sur la *good governance* et les moyens de moraliser la vie publique dans son pays, n’en organisera pas moins dans le secret et de préférence, lors de réunions nocturnes (le *aho* tout comme la sorcellerie et les choses occultes sont du domaine de la nuit, ce qui renforce l’opacité) des rackets huilés au sein de son ministère afin de s’enrichir, quitte à recourir à l’invisible pour prévenir d’être découvert. Il s’ensuit un “mentir à soi-même”, un illusionnisme collectif (*médébiblé*) qui génère un dédoublement psychologique de l’homme politique qui jongle en permanence entre deux répertoires.

Quant aux “béninoiseries”, concept éclairant dont la paternité est attribuée à l’ancien ministre Robert Dossou, le journaliste béninois Léon Brathier dans la livraison du quotidien *La Nation* du 8 avril 1997 les définit comme “l’atavisme d’un certain esprit béninois qui porte à exceller dans les

contorsions aussi bien verbales que comportementales ... avec un génie imaginaire au service de la convoitise, de la médisance et de la méchanceté... A l'analyse, l'on peut dire que notre mentalité est aujourd'hui comparable à celle du joueur d'une loterie instantanée dont l'angoisse est de gagner ici et maintenant, et surtout de gagner gros... une société du sauve qui peut". Cette mentalité qui favorise les coups de poker politiques et l'esprit de facilité vise aussi à réduire à néant toute initiative qui émerge, à niveler les actions courageuses, de préférence par le bas. Et le journaliste de conclure que l'ensemble du système donne l'impression d' "un bateau qui fait du sur place parce que pour un petit intérêt personnel, deux individus naviguent à contre-courant, contrairement à la cadence de tous".

Le politicien est dès lors sommé d'intégrer ces "béninoiseries" qui sont des habitus participant de la grammaire politique locale et qui se traduisent par un art consommé du simulacre, de la falsification, de la dissimulation et de la manipulation, avec pour corollaire la méfiance (souvent teintée de crainte et de peur), la duplicité et la ruse.

Une telle atmosphère impose au politicien d'être "puissant", c'est à dire à la fois protégé et blindé par des moyens occultes de façon à ne pas être vulnérable aux "missiles" et autres mauvais sorts qui pourront lui être lancés par ses adversaires dans le cadre du champ de l'invisible, ou encore à pouvoir initier des ripostes foudroyantes, quitte à donner s'il le faut dans l'arbitraire. Il se doit d'être un "asuka", un "sunun glégbénun", c'est à dire un homme vaillant, courageux et intrépide que rien n'effraie et qui ne doit jamais prendre pour argent comptant ce qu'on lui dit, mais plutôt être prompt à anticiper et à déjouer les ruses et intrigues de l'autre. Dans la cosmogonie béninoise, le "sunun glégbénun" (vrai homme qui sait montrer ce qu'il est à qui ose le défier) est originellement un homme de puissance, protégé par les esprits, détenteur de pouvoir et fort en incantations. La course pour l'obtention d'un tel statut explique la fréquentation galopante des "bokonon" (prêtres vaudou) et autres marabouts à la réputation établie par les hommes politiques, hommes d'affaires ou cadres moyens ambitieux. Selon la rumeur publique, l'inflation des voitures 4 x 4 serait liée à la nécessité pour ces candidats à l'immunisation définitive et à la puissance de se rendre rapidement de nuit ou pendant les week-ends dans les villages les plus reculés pour "se blinder" et "se fortifier". Le bokonon complète alors – voire supplée – le conseiller diplômé de Havard ou le "grand communicateur" français faiseur d'image

Ces habitus qui dérivent de la mentalité de courtisan et de la prégnance des intrigues au sein des cours royales d'antan¹¹ ainsi que du contrôle social induit par les jeux de l'invisible et notamment le culte vodun¹², façonnent les comportements aussi bien du politicien que de l'homme de la rue même s'ils confinent souvent à une forme de paranoïa. La discographie béninoise tout comme nombre de proverbes en témoignent d'ailleurs.

L'imposture est alors érigée en *modus vivendi* avec un "égoïsme collectivement partagé mais aux incidences collectivement critiquées dont les responsabilités incombent à l'Etat, par définition impersonnel"¹³. Cet égoïsme, qui est à la base du jeu politique, est bien résumé par la formule bien connue au Bénin "Gbadé tché djin nan bi", littéralement, "quoi qu'il en soit, c'est mon maïs à moi qui doit cuire, à l'exclusion du maïs de tous les autres". En écho à cette forme d'égoïsme sacré existe une autre formule selon laquelle "gbadé 'tche' djin nan bi o zo wé kan non tchi do", littéralement " quand

¹¹ Voir par exemple GLELE (Maurice, A.), *Le Dansomé du pouvoir adja à la nation fon*, Paris : Nubia, 1974, 282 p.

¹² Sur ces aspects, l'on pourra se reporter entre autres à VERGER (Pierre), *Notes sur le culte des orisha et vodun*, Dakar : IFAN, 1957 ; MAUPOIL (Bernard), *La géomancie à l'ancienne Cote des esclaves*, Paris : Institut d'ethnologie, 1988 (2e ed.) ; ELWERT-KRETSCHMER (Karola), "Vodun et contrôle social au village", *Politique africaine*, n°59, octobre 1995, pp. 102-121 ; NATHAN (Thobie) et HOUNKPATIN (Lucien), *La parole de la forêt initiale*, Paris : Odile Jacob, 1996, 362 p.

¹³ AKINDES (Francis), "Regard sur le Bénin", *Continental*, n°19, février-mars 2001, p 23.

on cherche à cuire exclusivement son maïs, le feu s'éteint" (recours à l'invisible, convoitise, méchanceté, jalousie).

le système tontinier

L'intériorisation de toutes ces variables doit conduire le politicien à être vigilant et à construire sa stratégie et sa légitimité en conséquence de façon à avoir un "bon comportement". Le bon comportement fonde la légitimité avec une accumulation largement re-distributrice et un sens de l'équité : le Prince se doit d'être juste et doit pouvoir donner sa chance à tout un chacun. Ce système de gouvernement basé sur le schéma de la tontine avec un temps cyclique¹⁴, permettant une rotation de l'élite et des différentes factions aux postes de responsabilité, induit une forme de consensus. Le blocage du système tontinier par une monopolisation des positions de pouvoir et d'accumulation par une personne ou un groupe de personnes ou par simple ostracisme enrave la machine politique. Inversement, et de façon paradoxale, les alternances confortent ce système tontinier, tout comme la cooptation et la circulation des élites qui peut épouser une forme élaborée de gouvernement d'union nationale sous le parrainage du chef de l'Etat. Sous cet angle, l'on peut dire qu'on n'élit pas en fait un président, mais qu'on défait ou donne quitus à un "président - chef tontinier" selon l'appréciation que l'on a de sa gestion du système tontinier. C'est à la lumière d'une telle logique qu'il faut interpréter l'élection, en janvier 2003 de N. Soglo, comme maire de Cotonou, au détriment de son challenger, Sévérin Adjovi, ancien ministre, leader de parti et supporter de M. Kérékou. Malgré les défauts qu'on reproche à l'ancien président, l'opinion largement répandue était que "les gens de Kérékou" s'étaient accaparés tous les postes juteux : il fallait donc sanctionner la défaillance du chef tontinier Kérékou qui n'a pas su laisser des miettes à l'adversaire, réguler et rétablir le juste équilibre du système.

La ré-appropriation du concept de démocratie et autres contraintes et injonctions liées au temps mondial s'effectue à travers différentes modalités de réglage. Ainsi, les élections et/ou alternances sont instrumentalisées au service du système tontinier de gouvernement déjà évoqué avec le principe cardinal sous-jacent de la participation de tout un chacun au partage du "*national cake*".

De même, la ré-appropriation de la préoccupation occidentale de lutte contre la corruption permet au microcosme politique de dénoncer les pertes annuelles de 60 milliards de francs cfa, dues à "la corruption" et de réclamer une moralisation de la vie publique. Or, cette moralisation est antinomique de l'utilisation des deniers publics à des fins de redistribution et de régulation politique. Cependant, le credo de la lutte anti-corruption est fonctionnel à bien des égards : il permet d'exhumer des dossiers lors des campagnes électorales pour déstabiliser adversaires ou alliés à l'attentisme calculeur

Toutes choses permettant de donner l'illusion d'une lutte contre ce fléau, à l'appui des dénonciations symboliques dans la presse ou lors d'émissions radiotélévisées, ou encore la création à la présidence de la République d'une Cellule de lutte contre la corruption censée moraliser la vie publique. Ce fut le cas des dossiers SONACOP et SONAPRA lors des présidentielles de mars 2001 dont excipaient respectivement N. Soglo et M. Kérékou à grand renfort de chiffres en centaines de milliards de francs cfa, sans qu'aucune suite juridique concrète n'ait été donnée à ces deux affaires. Il s'agissait d'amuser la galerie. Il est d'ailleurs de notoriété publique que M. Kérékou, qui a couvert sur toute la ligne l'homme d'affaires S. Fagbohoun, impliqué dans le scandale SONACOP, a gardé par dévers lui les résultats de commissions d'enquête par lui diligentées par le passé et qui sont

¹⁴ Voir dans ce sens MONNIER (Laurent), "Démocratie et factions en Afrique centrale", *La Revue nouvelle*, janvier-février 1993, pp. 122-131 ; ainsi que DESJEUX (Dominique), "Le Congo est-il situationniste ? : 20 ans d'histoire politique de la classe dirigeante congolaise", *Le Mois en Afrique*, n°178-179, octobre-novembre 1980, pp. 16-40.

compromettants pour nombre d'hommes politiques dont il fait des affidés obligés par un chantage tacite qui ne dit pas son nom

Au vrai, l'on critique collectivement la corruption, mais on en profite individuellement. Paradoxalement, la critique peut avoir tout son sens dans des perspectives données : le partage du *national cake* est condamné lorsque la redistribution est insuffisante ou lorsqu'il y a exagération dans le captage et l'extraction des ressources à des fins personnelles. Aussi critique-t-on en réalité non pas le principe de la manducation (voler l'Etat n'est pas immoral, puisque ce n'est pas le bien de ton père ou de ta mère), mais plutôt le *wiwan* (goinfrie, voracité) avec l'idée d'exagération dans les modalités et la vitesse d'enrichissement ou encore la longévité de certaines personnes à des "postes juteux" (tontine et circulation de l'élite). La confiance que nous a faite le directeur d'une entreprise publique juteuse, peu après avoir été démis de ses fonctions en Conseil des ministres (arbitrage du Prince), illustre bien cette façon de voir : "on n'interdit pas de manger. Mais il faut le faire dans les règles de l'art, mettre le couvert, bien mâcher, prendre son temps, débarrasser et surtout laisser des restes aux autres et savoir passer la main, car quand on mange tout seul, on est mort". Ces propos confirment la conception cyclique tontinière qui permet à long terme d'avoir à nouveau son tour pour qu'au bout du compte il n'y ait pas de vrais gagnants ni de vrais perdants ; en somme, que la tontine ne soit pas bloquée. La fameuse déclaration en janvier 1996 de M. Kérékou lors de l'annonce officielle à Porto-Novo de sa candidature aux présidentielles de 1996 est symptomatique de cette conception cyclique tontinière : "Avant nous étions en haut. La Conférence Nationale nous a mis en bas. Maintenant nous allons remonter en haut".

quelle démocratie ?

L'intériorisation de ces principes aboutit à une forme de consensus partagé par tous qui se superpose aux règles et mécanismes formels et institutionnels. Aux antipodes des positions individuelles censées induire une majorité au sein de la démocratie représentative, ce consensus sert de levier à l'action politique avec des discours à contenu référentiel et binaire. L'énonciation du politique englobe alors tout ce non-dit et cet impensé de règles tacites dont sont fortement imprégnés les imaginaires. Les discours et les comportements deviennent alors ambivalents, à la fois intégrés au système symbolique occidental et imprégnés des logiques locales avec souvent le dédoublement psychologique des personnages déjà évoqué.

En vertu de ces principes tacites, les référents de la démocratie sont multiples. Pour certains, le Renouveau démocratique n'est que "*aya yéyé*" (en langue *mina*, nouvelle ère, nouvelle mode) avec changement des symboles sans que le fond et les pratiques ne changent pour autant, et l'idée que cette mode qui intervient après le marxisme-léninisme passera le témoin à une mode ultérieure. En l'absence de réformes radicales et de changement des mentalités, conforté par le non renouvellement des élites, l'impunité des malversations ou des abus qui se poursuivent et avec la dégradation des conditions économiques et sociales, un jeune chômeur – ayant à l'esprit l'idée selon laquelle les politiciens seraient tous des pourris – nous affirmait à Cotonou en mai 2002 : "Nous faut-il des urnes ou du pain ? Si c'est ça ce que vous appelez démocratie, eh bien nous n'en voulons pas de votre démocratie". Une telle affirmation témoigne de la permanence et de la prégnance du côté "cour" et en même temps vise à sanctionner cette forme de "démocratie forum" où l'on débat à l'infini sans donner un contenu concret à l'expérience démocratique et où l'on use de faux-semblants pour masquer l'essentiel, avec à la clé un désenchantement exacerbé.

En ces temps de mondialisation et de crise socio-économique avec leur cortège de destruction des liens sociaux, d'incertitudes et de perte de repères, il est important de décrypter autrement la sociabilité politique telle qu'elle s'organise et se développe au Bénin. En tâchant d'appréhender les figures du pouvoir et du politique dans leur banalité, l'on se rend compte que le politique béninois

tente de s'adapter au temps mondial en se donnant des marges de manoeuvre, en faisant montre de créativité avec des jeux d'esquive, de ruse, de contournement. Ces phénomènes ne sont pas au demeurant spécifiques à l'Afrique et on les retrouve, souvent sous d'autres formes, sur d'autres continents y compris en Europe et en Amérique du Nord. Comme en écho à de telles tactiques, l'énonciation du politique se nourrit d'un imaginaire spécifique de même qu'elle combine dérision, caricatures, polysémie, adages ancestraux ou principes du culte vaudou.

Il y a un *continuum* entre le côté jardin et le côté cour, ce qui donne lieu à un système politique à la fois hybride et inédit où l'informel et le formel s'imbriquent pour faciliter le fonctionnement du système. Par exemple, l'informatisation des services de la douane, pour permettre la modernisation et la rationalisation censées accroître les recettes de l'Etat dans le cadre du Programme d'ajustement structurel, fait l'objet de ruse et de falsification dont ne se doute pas forcément l'expert de la Banque mondiale ou de la société suisse de contrôle d'import-export COTECNA. Ceci nous a été dévoilé avec malice par un "transitaire" (nouvelle figure emblématique de la réussite économique et sociale), qui, lors d'un entretien à bâtons rompus, s'interrogeait sur le degré d'intelligence du chercheur que nous sommes. En effet à notre question de savoir si la fraude avait baissé avec l'informatisation, après un rire sarcastique, cet interlocuteur nous répondit de façon prosaïque que "même si l'ordinateur était censé suppléer le douanier, jusqu'à nouvel ordre, c'est le douanier qui introduit les données dans l'ordinateur".

Cette réalité politique qui est fort éloignée du discours officiel ou médiatique couramment véhiculé sur le "modèle béninois" bat en brèche le présupposé selon lequel le système électoral tout comme l'expérience démocratique elle-même fonctionnent à perfection. Faut-il signaler par exemple qu'après la Conférence nationale, tout comme lors des deux dernières élections présidentielles, les risques de guerre civile étaient réels étant donné la fluidité de ces différentes conjonctures politiques ? Les capacités de négociation, l'autorégulation du système, la volonté de sauver la face déjà évoquée - "Le monde entier nous regarde" a-t-on coutume de répéter au Bénin notamment lors des échéances électorales - tout comme les campagnes de sensibilisation d'ONG locales, les prières de la population ou les exhortations à la paix et à la tolérance de personnalités locales à bonne réputation, etc., ont contribué à faire perdurer le Renouveau.

C'est donc par ces voies paradoxales, ces temps cycliques tension/apaisement que la démocratie se construit au Bénin, avec son lot de contradictions, de dysfonctionnements et de conséquences imprévues qui constituent autant de sérieux défis.

Dans ce jeu de théâtre collectif, qui trompe qui finalement ? Personne n'est vraiment dupe. A quand alors le dévoilement critique ? Quand est-ce que les Béninois, hommes politiques ou hommes de la rue accepteront-ils collectivement de se regarder dans leur propre miroir en se posant la question : qui sommes-nous et où allons nous ?

Le système dans son fonctionnement actuel favorise la prédation de l'Etat (qui reste central et prédominant malgré les apparences), donne une prime au chef tontinier le plus habile avec son cortège de laissés pour compte, de dérive maffieuse, de manducation et aussi de clivage générationnel. La jeune génération se comportant en rivaux dominés, à la fois pleins de considération envieuse et de ressentiments envers des aînés dominants proches et pourtant inaccessibles, qu'ils critiquent parce qu'ils n'ont pas le capital financier, culturel, social et symbolique de ceux-ci. Comment, en ces temps de mondialisation, cette jeune génération peut-elle changer le système sans accepter de se changer elle-même ?

Est-il possible de refonder l'Etat, de clarifier, ne serait-ce qu'en partie, les règles du jeu de la compétition politique, de déterminer comment faire face au défi de la gestion et du développement,

comment faire des choix d'avenir, redonner goût à un civisme minimal ou encore susciter un sursaut citoyen ?

Pour l'instant, partant de l'idée, selon laquelle "on sait que l'arbre (l'Etat) donne des fruits, mais on ne sait pas le nombre de fruits qui tombent", on postule une incommensurabilité des moyens de l'Etat qui apparaît comme un butin à partager, quitte à recourir à des trafics de diverse sorte pour compenser toute impécuniosité temporaire de l'Etat. Mais jusqu'à quand pourra-t-on le faire ? Jusqu'à quand continuera-t-on à raisonner comme ce ministre justifiant en aparté la manducation et autres pratiques particularistes par le fait que "Quand tout le monde marche sur la tête dans un pays, il est inutile de vouloir jouer au sot en marchant sur les deux pieds" ?

l'observateur d'un microcosme politique

Les remarques ci-dessus, inspirées par notre expérience et notre observation du jeu politique béninois sur trois décennies et la fréquentation du microcosme politique, visent à porter un autre regard sur la manière de faire la politique au Bénin. Ce regard, sans être forcément péjoratif, comme on a coutume de le faire, permet de mieux cerner les manières de faire, l'énonciation et la configuration culturelle du politique dans un système en transition avec ses spécificités, ses implications subjectives de la démocratie, ses ré-appropriations et hybridations.

Ce faisant, on en arrive à dégager une informalité du système qui lui permet de perdurer par une forme d'autorégulation que peut soupçonner le chercheur, mais qu'il ne lui est pas toujours facile de comprendre et d'expliquer. Du fait de la barrière linguistique (on est à fond dans l'oralité, ce qui favorise par ailleurs le verbalisme démocratique), du temps nécessaire pour être initié, prendre toute la mesure de la réinvention de la démocratie, et démêler les quiproquos. Tous ces éléments qui participent d'un temps long, ne coïncidant pas avec celui, plus court, de la mission ou du travail de terrain de thèse obscurcissent la compréhension du politique béninois. Loin des réflexions savantes sur l'Etat en Afrique, nous avons tenté de faire une analyse concrète d'une situation concrète, d'explorer la sociabilité et "l'art d'administrer la maison Bénin" pour rendre plus lisible le politique dans sa banalité, ses mécanismes, ses imaginaires ou encore ses registres magico-religieux. De la sorte, on donne toute leur cohérence aux paradoxes et autres ambiguïtés décelables à première vue et on montre aussi quelques limites et défis du système tel qu'il fonctionne.